

ON COLLECTIVE DE L'ÉQUIPE CARTER

Le « nouvel état du monde »

II. — Comment « faire face »

par ANDRÉ FONTAINE

On a vu hier (« le Monde » du 18 juillet) que le nouvel Etat du monde - dont le président de la République a fait état au conseil des ministres du 11 juillet n'avait rien de particulièrement engageant. Comment donc « faire face », comme il nous y a invités ?

La liste des solutions imaginables n'est pas illimitée, mais rien ne justifie que l'on s'enfonce la tête dans le sable en accablant un destin contraire ; la France, l'Europe, l'humanité, ont surmonté des épreuves plus graves et qui, bien souvent, les ont stimulées. De ce point de vue, M. Carter n'a pas eu tort de rappeler à une nation menacée par le découragement avec quelle détermination elle avait su, il n'y a pas si longtemps, relever les défis des guerres mondiales, de la crise de 1929 et de l'espace. Le tout est de ne pas se payer de mots et d'utiliser à plein les atouts disponibles, en résistant aux tentations de la facilité.

1) La principale de ces tentations, c'est évidemment la recherche d'un bouc émissaire.

M. Carter en avait deux à sa disposition :

a) Les compagnies pétrolières, dont les bénéfices, qui insultent déjà à la misère des temps, vont se trouver encore accrus par la levée des contrôles sur le prix des hydrocarbures produits sur le sol américain : il va les soumettre à un impôt spécial destiné à financer la recherche d'énergies nouvelles ;

b) L'OPEP, contre laquelle un de ses principaux conseillers, M. Eizenstat, l'avait invité à requérir dans un memorandum qui a fait du bruit, M. Eizenstat est coordinateur de la politique énergétique, ce qui n'a pas empêché le *Wall Street Journal* d'écrire aimablement de lui que « non seulement il ne comprend rien aux problèmes de l'énergie, mais qu'il n'essaye même pas de les comprendre ». Le président a sagement choisi de ne pas trop l'écouter, et s'il a attribué aux décisions de l'OPEP la responsabilité essentielle de l'aggravation de la crise actuelle, il n'a pas pour autant appelé ses compatriotes à se mobiliser contre elle.

Quels que soient les griefs que l'on puisse nourrir envers certains des pays, arabes ou pas, membres de l'organisation pétrolière, le fait est que l'ensemble des hausses décidées depuis décembre dernier est de l'ordre de 50 %. Pendant un laps de temps comparable, en 1973-1974, les prix

avaient quadruplé. Encore faut-il déduire des majorations récentes, puisque le pétrole est toujours facturé en dollars, ce qui est imputable à la constante dévalorisation de la devise américaine : 20 % *grosso modo* en cinq ans. Peut-être une augmentation brutale était-elle le seul moyen de rappeler les utilisateurs, lentement repris par l'euphorie, à la sombre réalité de l'épuisement progressif des ressources mondiales.

Pour ne parler que d'eux, ni l'Arabie Saoudite, ni les Emirats, ni même l'Irak, que les révolutions d'Afghanistan et d'Iran font glisser de plus en plus du côté des « modérés », ne cherchent de toute façon la mort du pécheur : ils savent trop bien que la survivance du système occidental est nécessaire pour les préserver de la contagion du radicalisme iranien ou prosoviétique. Aussi bien a-t-on vu la première nommée augmenter sa production de 1 million de barils par jour pour soulager le marché américain, et le régime de Bagdad donner toutes assurances à M. Barre, accouru en catastrophe au lendemain du sommet de l'OPEP à Genève, quant à l'approvisionnement de la France en 1979-1980.

La modération du ton de M. Carter vis-à-vis de l'OPEP est d'autant plus remarquable qu'on avait entendu depuis quelques mois, aux Etats-Unis et ailleurs, bien des déclarations martiales. Certains, aujourd'hui encore, seraient tout prêts à croire qu'il suffit de dépêcher quelques compagnies de « paras » sur les champs d'or noir pour que celui-ci se mette à nouveau à couler en abondance et à bon marché. Mais, pour compléter un mot célèbre, les baïonnettes ne sont pas sensiblement plus utilisables pour pulser du pétrole que pour s'asseoir dessus.

Certes, il est du devoir des gouvernements d'envisager toutes les hypothèses. Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, n'a pas hésité pour sa part à agiter celle d'un blocage du détroit d'Ormuz, qui commande le Golfe, au moyen de l'échouage de supertankers. Ne pas réagir serait se condamner à l'asphyxie ; mais on serait alors devant un cas indiscutable de violation de la loi internationale. On peut aussi envisager l'hypothèse d'un appel au secours d'un gouvernement menacé par la « subversion » interne ou externe.

pressés d'aligner leurs prix sur les siens, et pas au plancher. Non, on ne fait pas baisser les prix avec des mitraillettes, on les fait baisser en achetant moins ; et de toute façon il ne faut pas sous-estimer le risque que l'Union soviétique, au cas où l'Occident s'engagerait dans quelque aventure, élève suffisamment la voix pour faire reculer, comme jadis à Suez, les matamores soudain pris de panique.

2) La voie du salut passe donc d'abord par la réduction de la dépendance des pays industrialisés à l'égard des importations de pétrole. C'est la voie dans laquelle se sont engagés — tardivement — le sommet de Tokyo, puisqu'il a décidé un gel des importations pour cinq ans, et M. Carter, puisqu'il a annoncé une réduction de 50 %, d'ici à 1990, des achats américains à l'étranger. Cela dit, il ne suffit pas de prendre des engagements, il faut les tenir, et les leçons du passé ne sont pas à cet égard très encourageantes. Les Etats-Unis, la République fédérale, vont voter en 1980, la France, l'année suivante, le Japon peut-être dès cet automne. Nul ne peut garantir que ces élections n'entraîneront pas ici ou là un changement de cap. Jusqu'à présent, la

pression des consommateurs américains a toujours fini par avoir raison des tentatives de la Maison Blanche pour redresser la balance énergétique et commerciale. L'appel au sursaut de M. Carter sera-t-il, à terme, plus efficace ? Le fait est qu'il mise pour une large part sur une modification radicale des comportements individuels. Il faut souhaiter qu'il y parvienne, mais on ne peut tout à fait oublier que M. Ford, quand il était président, avait cru venir à bout de l'inflation en invitant les citoyens à se mobiliser contre elle grâce, notamment, au port d'un badge.

Nul ne peut dire non plus combien de temps le Japon et la République fédérale, à qui leurs excédents de change permettent d'absorber beaucoup plus facilement que la France ou l'Italie, la majoration de la facture pétrolière, continueront de jouer la carte de la solidarité. Reste qu'un pas a été fait dans la bonne direction, et qu'il faut continuer, ce qui suppose, comme on l'a cent fois dit, une lutte acharnée contre le gaspillage, un investissement massif dans les énergies de substitution comme dans les branches d'activité à faible consommation d'énergie : l'automobile ne demeurera pas éternellement la plus prospère des industries françaises avec la fabrication d'armements.

La voix de l'Europe

3) Ce pas en avant est à inscrire, pour une bonne part, à l'actif de la Communauté européenne qui a su, lors des deux sommets de Strasbourg et de Tokyo, surmonter ses divergences d'intérêts et parler d'une même voix non seulement à l'OPEP mais au Japon et aux Etats-Unis.

Elle ne doit pas en rester là. Aussi grave que la crise de l'énergie, qui n'a fait que l'amplifier, est la poursuite de l'inflation. L'Allemagne elle-même, qui y a résisté avec acharnement, commence à en être affectée, et le « barrisme » de Mme Thatcher ne l'empêche pas de s'attendre à un taux de quelque 15 % en fin d'année. Comme chacun sait, les causes de ce désordre-là sont d'abord américaines, et il serait grand temps que le président Carter, qui a abordé avec détermination le problème énergétique, en fasse autant pour la monnaie

et pour l'inflation, dont il s'est bien gardé jusqu'à présent de parler.

Si les Neuf pouvaient employer leur cohésion retrouvée à le persuader amicalement de s'y décider enfin, ce serait pain bénit pour tout le monde. L'Assemblée européenne, qui vient de commencer ses travaux, serait de son côté bien inspirée de faire entendre sa voix dans ce débat fondamental pour l'avenir de la société libérale. De même serait-il grand temps pour l'U.E.O., qui a compétence pour en traiter, de se pencher sur les conséquences pour l'Europe de la transformation en profondeur des rapports stratégiques entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, et de poser sérieusement la question de l'utilité et de la possibilité d'une défense européenne, maintenant que s'estompent progressivement la crédibilité de la garantie américaine.

Une réponse mondiale à des problèmes mondiaux

4) Inflation, instabilité monétaire, crise de l'énergie, menaces sur l'équilibre des armements, ne sont que le reflet des bouleversements profonds d'une humanité qui n'a pas encore trouvé de réponse mondiale à des problèmes devenus mondiaux. Celui d'une meilleure répartition de l'usage des matières premières et de l'énergie n'est pas le seul, mais il est central. On ne peut pas s'accommoder impunément d'un « ordre » mondial dans lequel 6 % de la population de la planète (les habitants des Etats-Unis) consomment 35 % de ses produits de base, où le revenu par tête de certains pays est deux cent cinquante fois supérieur à celui de certains autres, où l'on dépense vingt-sept fois plus pour s'armer défavorisés, où le produit des exportations de nombre d'Etats ne suffit pas à couvrir leurs besoins élémentaires de nourriture et le service de leur dette, où les surplus alimentaires s'accumulent ici tandis que là on meurt de faim, où la production industrielle ralentit faute de débouchés, alors que les deux tiers de l'espèce vivent dans une extrême pauvreté, où M. Hua Guofeng supplie les Chinois de faire moins d'enfants au moment où M. Michel Debré adjure les Français d'en faire davantage. Aucun dialogue, aucun « trilogue » si bien intentionné soit-il, ne remédiera à ces déséquilibres profonds aussi longtemps que l'on n'aura pas accepté d'aborder de front les deux questions essentielles :

a) Les Etats à qui leurs besoins d'énergie et de matières premières font si souvent perdre de vue les valeurs dont ils se réclament ne pourraient-ils entreprendre de dresser, produit par produit, nibles des investissements nécessaires à leur exploitation optimale et des moyens d'assurer une répartition équitable des uns et des autres ? A défaut, la loi de la jungle, qu'une nouvelle école exalte sans oser l'appeler par son nom, a toutes chances de conduire à une multiplication des affrontements sanglants dans toutes ces régions qui ne sont « sensibles » que parce que les rivalités traditionnelles des Etats,

des croyances, des ethnies y sont renforcées par la convoitise des puissances pour les richesses qu'elles recèlent.

b) Les peuples du monde développé, qui se sont habitués à juger « normales » des conditions d'existence dont la génération précédente n'aurait pas seulement osé rêver, sont-ils prêts à faire au profit des masses déshéritées de la planète un effort qui ne soit pas seulement marginal ? Autrement dit à accepter qu'un prélèvement soit opéré sur leur propre « niveau de vie » pour que la vie des autres soit un peu moins misérable ? Ce n'est pas seulement la morale la plus élémentaire qui devrait y pousser, mais aussi cette évidence qu'il n'y a aucune chance de relancer notre économie si ne s'étend pas le nombre de ceux qui sont susceptibles d'en acheter les produits. Notre dépendance énergétique rend vaine toute idée d'accroître la consommation à l'intérieur de nos frontières. C'est donc à l'extérieur qu'il faut s'employer à trouver de nouveaux clients. Pour ce faire, le discours sur le maintien du pouvoir d'achat est désormais hors de saison. Il faut savoir qu'à terme il est condamné à baisser, ce qui ne peut être supporté, bien entendu, que si l'austérité frappe d'abord et surtout les rémunérations — et pas seulement les salaires — les plus élevées.

N'y a-t-il pas là pour l'Assemblée européenne, un vaste thème de réflexions et de débats ? L'humanité a besoin d'idées neuves si elle veut sortir des impasses où elle s'est enfermée en trente ans de guerre froide, de détente et de dialogue de sourds entre le Nord et le Sud.

Strasbourg peut devenir, à condition de le vouloir et de ne pas se perdre dans des querelles institutionnelles hors de propos, le creuset où elles se dégageront comme le forum qui leur donnera le retentissement dont elles auront besoin pour s'imposer aux équipes fatiguées, rongées par la crainte, le scepticisme et l'égoïsme, qui tiennent dans leurs mains l'avenir de l'humanité.

FIN

Réduire la dépendance

Le principe d'une intervention serait déjà plus discutable dans le cas où l'arrêt du pompage dans tel ou tel Etat gros producteur ferait subir à l'économie mondiale une tension insupportable : le droit international n'a jamais imposé à un pays de vendre ses produits. De toute façon, avant d'employer la manière forte, il existerait bien des moyens de rétorsion concevables : saisie des avoirs bancaires, arrêt des exportations de produits d'équipement, voire de consommation. Mais l'action armée serait tout à fait indéfendable si elle avait seule-

ment pour objet de forcer tel ou tel pays à baisser son prix de vente : on ne se lance pas à l'assaut d'une crèmerie parce que la patronne a décidé de vendre son beurre plus cher. D'autant plus que, jusqu'à plus ample informé, les hausses de tarifs décidées par les pays de l'OPEP l'ont été dans le cadre d'une organisation qui regroupe treize pays répartis sur trois continents, avec des régimes sociaux et politiques on ne peut plus différents. Les pays producteurs non membres de l'OPEP, de la Grande-Bretagne au Mexique, se sont em-

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE ESTIME QUE JOHN KENNEDY ET MARTIN LUTHER KING ONT ÉTÉ VICTIMES DE COMLOTS

Washington (A.F.P., Reuter). — La commission d'enquête de la Chambre des représentants sur l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963 à Dallas, et sur celui du pasteur Martin Luther King, le 4 avril 1968 à Memphis, a publié ses conclusions mardi 17 juillet. Dans les deux cas, la commission estime qu'il y a eu complot, même s'il reste impossible pour l'ins-

tant d'en identifier les instigateurs.

Elle souligne en particulier que ni le gouvernement soviétique, ni le gouvernement cubain, ni un groupe de Cubains anticastroïstes, n'ont été impliqués dans l'assassinat.

D'autre part, la commission estime que le « syndicat national du crime organisé » n'a pas trempé dans ces assassinats, mais elle n'exclut pas la possibilité que des membres de ce groupe y aient participé.

Enfin, la commission rejette toute participation des services secrets de la sûreté fédérale (F.B.I.) et des services de renseignement (C.I.A.) dans les deux attentats.

Elle estime néanmoins que ces différents services ont parfois fait preuve d'incompétence dans l'exercice de leurs fonctions et affirme, en particulier, que le président Kennedy n'a pas reçu la protection qui convenait.

Dans son rapport, la commission indique que l'enregistrement sonore de l'attentat de Dallas permet de conclure que deux tireurs, et non seulement Lee Harvey Oswald, ont tenté de tuer le président. Sur ce point au moins, les travaux de la commission parlementaire d'enquête sont en contradiction avec les conclusions du rapport Warren.

S'agissant du pasteur King, la commission retient aussi la thèse du complot. L'année dernière, le département de la Justice avait exclu la participation d'une association de malfaiteurs dans ce meurtre, pour lequel James Earl Ray purge une peine de quatre-vingt-dix-neuf ans de prison.

LE SÉNAT AMÉRICAIN S'OPPOSE A UN MORATOIRE NUCLÉAIRE

Washington (A.F.P.). — Le Sénat américain a refusé, le 17 juillet, d'imposer un moratoire de six mois sur toute délivrance de nouveaux permis de construire de centrales nucléaires.

Par 57 voix contre 35, les sénateurs ont repoussé une proposition de MM. Kennedy et Hart, tous deux démocrates, soulignant qu'un tel moratoire était nécessaire pour permettre la mise en application des leçons apprises lors de l'accident survenu le 28 mars à la centrale de Three Mile Island.

Le refus des sénateurs intervient vingt-quatre heures après que M. Carter eut rappelé que l'énergie nucléaire jouerait un rôle important dans la solution de la crise énergétique que traversent les Etats-Unis.

La proposition Kennedy-Hart n'aurait cependant porté que sur la construction de six nouvelles centrales nucléaires projetées pour le moment.

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES

MEDECINE

ET PHARMACIE

5 centres : quartier latin - Neuilly - Nation - Créteil - Orsay
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94, 745.00.19
Groupement libre de professeurs

CEPES

ÉNERGIE

LA CRISE DU PÉTROLE ET LE PROGRAMME DE M. CARTER

Le « nouvel état du monde »

(Suite de la première page.)

L'endettement de la plupart des Etats du tiers-monde a maintenant atteint des proportions qui suffisent à décourager toute gestion saine de leurs finances. Si l'on met de côté l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe, qui disposent d'énormes excédents de recettes, on doit même constater que nombre d'Etats producteurs de pétrole connaissent eux-mêmes des difficultés économiques sérieuses du fait notamment de leur sous-développement initial et de l'exubérance de leur démographie ou encore, comme la Libye, d'une diplomatie excessivement dynamique et d'achats massifs d'armements. Enfin, les pays socialistes, qui ont déjà pour la plupart révisé en baisse les objectifs de leurs plans de développement, introduisent l'un après l'autre des mesures d'économie d'énergie et des hausses de prix répercutant sous une forme plus ou moins atténuée les perturbations du marché mondial.

Les États-Unis d'abord

2) Si l'attention se concentre actuellement sur les États-Unis, ce n'est pas seulement parce qu'il n'est pas banal de voir les citoyens de la plus grande puissance économique de tous les temps faire une heure de queue pour remplir le réservoir de leur voiture, et même dans certains cas ne pouvant rentrer les récoltes faute de carburant. C'est parce que tout ce qui les affecte affecte du même coup l'ensemble des pays qui se trouvent, peu ou prou, dans leur zone d'influence. Parce que non seulement les pays de l'OTAN et de l'ASEAN, comme ceux de l'hémisphère occidental, mais aussi les régimes arabes dits modérés, Israël, le Japon, la Corée du Sud et même la Chine, la Yougoslavie et la Roumanie socialistes dépendent des États-Unis, dans une plus ou moins grande mesure pour leur sécurité. Parce que la tenue du dollar qui conserve valeur de référence universelle notamment pour les ventes de pétrole, commande la santé de l'économie mondiale. Parce que la stratégie de leurs multinationales, basée sur la seule recherche du profit maximum, pèse lourdement sur l'activité de l'ensemble du monde non communiste. Parce que leur énorme production agro-alimentaire leur confère, pour reprendre les termes d'un rapport de la C.I.A. de 1976, « un droit virtuel de vie et de mort sur le sort des démunis » (1). On l'a souvent dit : lorsque les États-Unis éternuent, le monde entier a la fièvre.

Une économie déjà « groggy »

3) Le choc de la hausse du pétrole a atteint les États-Unis à un moment où leur économie était déjà « groggy », comme l'écrit *The Economist*. Les « analystes » hésitent, pour décrire l'avenir probable, entre les deux formules *recession* et *slump* (effondrement). Le taux annuel d'inflation, qui était de 6 % au début de 1977, est maintenant de l'ordre de 14 %. Le déficit commercial a atteint pour le mois de juin près de 2 milliards et demi de dollars, et l'on s'attend à voir le nombre des chômeurs s'accroître d'ici à Noël de 1 à 2 millions. Or les États-Unis sont fondamentalement une démocratie marchande, basée sur l'idée que le libre jeu des lois du marché garantit, de concert avec les institutions représentatives, le développement des sociétés et le bonheur des individus. Le profit est le moteur principal de l'activité. Rien n'est plus contraire à la mentalité américaine que l'idée de pénurie.

Une facture multipliée par soixante

4) Les Américains doivent pourtant faire face, au moins provisoirement, à une pénurie, celle de cette énergie dont l'abondance et le bon marché ont permis le fantastique essor de leur pays. Désormais, M. Carter le leur a dit, s'ils ne le savent pas, elle sera chère et rare. Certes, ils disposent eux-mêmes d'importantes réserves d'hydrocarbures. Mais, s'ils cessaient d'importer, tout en maintenant le rythme actuel de consommation, ces réserves seraient épuisées en moins de dix ans. Rien d'étonnant si, depuis 1969, la facture des achats de pétrole à l'étranger est passée d'un peu plus d'un milliard de dollars à soixante milliards de dollars.

Richard Nixon avait bien compris la situation, et c'est pour y

faire face qu'il avait lancé le projet *Independence* dont le nom résume l'ambition. Le Congrès n'en a pas voulu. De même, lorsque, en 1974, après la guerre du Kippour, Henry Kissinger a cherché à faire adopter un prix-plancher de 7 dollars le baril pour limiter la consommation et encourager les investissements dans les énergies de substitution, il s'est heurté à un barrage insurmontable.

Pendant longtemps, les parlementaires ont fait échec aux efforts de M. Carter pour supprimer les contrôles qui maintiennent le prix des produits pétroliers à un taux artificiellement bas : ce qui fait qu'à l'heure actuelle, alors que le revenu par tête est comparable, la consommation de pétrole par tête dépasse de 50 % aux États-Unis celle de la France. Il faut dire que les énormes bénéfices réalisés par les grandes compagnies pétrolières d'outre-Atlantique ne constituent évidemment pas le meilleur moyen de convaincre le citoyen de la nécessité d'augmenter les prix à la consommation.

Le coût des énergies de substitution

5) Les États-Unis ne manquent pas de moyens pour faire face à la crise de leurs approvisionnements en énergie. M. Carter a mis l'accent, comme on pouvait s'y attendre, sur le charbon : les réserves représentent paraît-il six cent soixante-six années de consommation au rythme actuel. Or l'Allemagne avait mis au point pendant la guerre un procédé de fabrication de carburant à partir de la houille, et l'Afrique du Sud, durement atteinte par l'arrêt des livraisons de pétrole iranien, produit dès à présent vingt mille barils par jour de synthétique (*Synfuel*) extrait du charbon. Deux usines expérimentales sont en cours d'achèvement outre-Atlantique, mais le prix de revient semble devoir être très élevé. De toute façon, l'accroissement du recours au charbon se heurte aux États-Unis à toutes sortes de difficultés écologiques et syndicales, pour ne pas parler des problèmes de sécurité.

La Chambre des représentants, avant même le discours de M. Carter, avait adopté un projet, actuellement soumis au Sénat, comportant un objectif de production de *Synfuel* de trois millions de barils-jour en 1990. Celui-ci peut, en effet, être extrait des sables bitumineux : la technique est au point depuis des années, et le Canada produit cent mille barils-jour dans le nord de l'Etat d'Alberta. On peut également en retirer des schistes qui existent en abondance dans le Colorado, le Wyoming et l'Utah. À raison, précise *Newsweek* dans sa remarquable étude sur les problèmes énergétiques, d'un baril pour 1,7 tonne de roche. Prix de revient dudit baril : 35 dollars, soit presque le double du prix-plancher de l'OPEP. En bonne théorie économique, c'est à ce cours, autrement dit au coût marginal de l'énergie de substitution que devrait s'établir le prix mondial du pétrole si l'accroissement des prix n'entraînait pas de tassement de la demande.

M. Carter a aussi parlé de l'énergie solaire. Mais ce qu'il a annoncé n'ajoute rien, à première vue, aux prévisions anciennes selon lesquelles elle fournirait à

la fin du siècle 20 % de la consommation nationale : un milliard et demi de dollars ont déjà été consacrés à la recherche en ce domaine. Il n'a rien dit du pétrole d'Alaska, qui attend toujours l'oléoduc capable de l'acheminer, à travers le Canada, vers le Middle-West. Il n'a rien dit, non plus du nucléaire dans son discours télévisé et n'y a fait qu'une allusion assez brève, le lendemain — à Kansas-City. Ingénieur atomiste sensible aux préoccupations des environnementalistes, M. Carter a ajourné en arrivant à la Maison Blanche le programme de surrégénérateurs. Peut-être s'en mord-il aujourd'hui les doigts. Toujours est-il que le programme électronucléaire prévu pour 1985, qui était de 260 000 mégawatts, a été réduit de plus de moitié dans les faits. Cinq fois plus peuplés que la France, les États-Unis ne produiraient alors que trois fois plus d'électricité nucléaire qu'elle. L'accident de Three-Mile-Island a encore ralenti les travaux, et le président, compte tenu des positions qu'il a prises antérieurement, ne voit pas bien, apparemment, ce qu'il pourrait faire pour redresser la situation.

La défaillance du pouvoir

6) L'approvisionnement en énergie étant un problème beaucoup plus fondamental pour l'avenir de la société américaine et du monde développé que le Vietnam ou la conquête de la lune, la défaillance du pouvoir est indiscutable. Elle met en évidence l'autre crise qui frappe les États-Unis et qui est la crise des institutions. A la veille de son discours du 15 juillet, la cote de M. Carter était tombée à 23 %, ce qui est un record absolu. Mais, au-delà de sa personne, c'est la fonction présidentielle qui se trouve mise en cause. *The Wall Street Journal* a pu récemment faire état de l'opinion d'un pollologue de l'université de Virginie, M. J.-S. Young, selon lequel « Kennedy a été assassiné. Johnson a abdiqué. Nixon a été renversé et exilé. Ford a été battu alors qu'il se trouvait à la Maison Blanche. Carter apparaît de plus en plus faible. Peut-être sommes-nous dans une période où nous gaspillons chaque nouveau président... »

C'est toute la répartition des pouvoirs entre la Maison Blanche, le Congrès, le Big Business, et notamment les multinationales, les Etats, les lobbies, la presse, les syndicats, qui demanderait sans doute à être revue. Le régime américain n'est plus présidentiel de nom. Il faudrait une sorte de Superman pour rendre à la fonction son prestige et au peuple la confiance en soi, le goût de l'effort, l'aptitude au sacrifice sans lesquels il n'est pas, riche ou pauvre, de grande nation. Un personnage d'une telle stature existe-t-il parmi les candidats virtuels à la Maison Blanche ? Ce n'est pas démontré. Et ce serait un miracle si l'effet de sursaut attendu du discours du 15 juillet se prolongeait durablement.

La supériorité perdue

7) La crise économique et politique qui frappe les États-Unis survient en un moment où ils ont perdu leur supériorité militaire vis-à-vis de l'Union soviétique. Les accords Salt 2, s'ils sont ratifiés,

ralentiront la course quantitative aux armements, mais laisseront un champ très vaste à la course qualitative. En tout état de cause, bien avant leur expiration en 1985, les Soviétiques disposeront de plus de têtes nucléaires stratégiques que les Américains. Or ils ont déjà, en Europe, une supériorité classique qu'accroît encore, face au patchwork atlantique, la parfaite intégration des forces du pacte de Varsovie et la totale standardisation de leurs armements. Il est également acquis que, dès le début des années 80, l'U.R.S.S. aura les moyens de détruire d'un coup par surprise l'essentiel des Minuteman — les fusées intercontinentales américaines enfouies dans des silos — ainsi que les bombardiers stratégiques au sol et les sous-marins nucléaires à l'ancrage tout en conservant les moyens de dissuader d'éventuelles représailles des États-Unis par la menace d'attaques massives contre leurs villes. Même si les Soviétiques n'utilisent pas ce renforcement de puissance pour essayer d'imposer leurs vues aux uns et aux autres, il est évident qu'il les rendront de moins en moins vulnérables à des tentatives d'intimidation américaines.

Baisse de prestige et d'autorité

8) Crise économique, baisse d'autorité de la présidence, diminution de la puissance militaire se combinent pour affaiblir le prestige et donc l'autorité des dirigeants américains à l'étranger. Au moment de la guerre israélo-arabe de 1973, les États-Unis, sous la ferme houlette de Nixon et de Kissinger, se souciaient comme d'une guigne de leurs alliés européens. Ceux-ci n'avaient qu'à suivre le conseil donné par Kipling au petit dans la jungle : « se taire et obéir ». Aujourd'hui, les émirats du Golfe le prennent de haut avec un pays qui, non content de patauger à plaisir dans l'affaire iranienne, s'est cru fondé à patronner la paix séparée égypto-israélienne. Un participant du sommet de Tokyo nous confiait de son côté sa surprise de voir qu'on n'avait pas témoigné à M. Carter plus de révérence ni même d'attention qu'à aucun des six autres chefs d'Etat ou de gouvernement présents. Les États-Unis ne donnent même plus l'impression de chercher à exercer ce leadership dont ils tiraient, il n'y a pas si longtemps encore, tant d'orgueil. Rien d'étonnant à ce que, de Pékin à Paris, en passant par Bonn, on exprime si ouvertement ses critiques à l'égard de Washington, on prenne tant de soin à maintenir ou à développer le contact avec Moscou.

Instabilité générale

9) Rien d'étonnant non plus, dans ces conditions, si l'instabilité demeure la loi du monde. Au Nicaragua, la chute de la dictature sanglante de Somoza risque d'entraîner l'avènement de ce « second Cuba », dont la perspective empêche depuis quinze ans les dirigeants américains de dormir, inquiets qu'ils sont du sort de leurs chasses gardées du Guatemala et du Salvador. En Afrique australe et orientale, au Sahara, au Yémen, au Proche-Orient, en Afghanistan, en Indochine, des feux couvent, qui peuvent à n'importe quel moment devenir des incendies. La Turquie elle-même est au bord du précipice. Mais dans le moment présent, le centre principal de l'instabilité demeure l'Iran, où le « gouvernement » de M. Bazargan, tiraillé entre l'imam Khomeiny et l'armée, mérite de moins en moins son nom. Non seulement les Kurdes, mais les Arabes du Khouzistan défient le pouvoir. Or c'est au Khouzistan, où se succèdent émeutes et sabotages, que sont situées la plupart des installations pétrolières du pays. Rien n'est donc moins sûr que la poursuite des livraisons régulières de pétrole par l'Iran. Si l'on veut bien se rappeler que c'est la réduction de ces livraisons de 2 millions de barils par jour, soit 4 % seulement de la consommation mondiale, qui a entraîné la panique de l'hiver dernier et la relance de la crise du monde industrialisé, le moins qu'on puisse dire est qu'on est en droit de se poser quelques questions pour l'avenir.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Cité par E. Rothchild, *Food politics Foreign Affairs*, janvier 1976.

Prochain article :

COMMENT « FAIRE FACE »

POUR LES MINISTRES DES FINANCES DES « NEUF »

La hausse des prix du pétrole doit être répercutée sur les consommateurs

Bruxelles (Communautés européennes) (A.F.P.). — Les ministres des finances des Neuf ont constaté le 16 juillet que les hausses des prix du pétrole risquent d'avoir dès le second semestre de 1979 et en 1980 des « répercussions néfastes considérables, tant sur la croissance que sur l'inflation au sein de la C.E.E. ». Pour eux, ces hausses doivent être répercutées sur les consommateurs afin de réduire à plus long terme le rôle de l'énergie dans la production et la consommation. En outre, elles doivent être limitées à leurs incidences immédiates, c'est-à-dire que seuls les prix de l'essence et du fuel domestique peuvent être augmentés, et qu'il ne doit pas y avoir d'augmentations subsidiaires des prix et des revenus.

Le conseil des ministres des finances « demande avec insistance » aux partenaires sociaux dans la C.E.E. « d'adapter leur attitude à ces nécessités lors des négociations salariales ». Le vice-président de la Commission chargé des affaires extérieures, M. Haferkamp, avait déjà indiqué

le 13 juillet que l'augmentation des prix du pétrole allait entraîner une baisse des revenus réels de la population dans la C.E.E. (le Monde daté 15-16 juillet).

D'autre part, les Neuf ont réexaminé la question des bonifications d'intérêt décidées en décembre en faveur de l'Italie et de l'Irlande, dans le cadre du système monétaire européen. Ces bonifications, qui se montent à 200 millions d'unités de compte par an pendant cinq ans, vont entrer immédiatement en vigueur. La Grande-Bretagne, qui souhaitait avoir l'assurance que, si elle traitait dans le S.M.E., elle pourrait en bénéficier aussi, a levé son opposition au versement des bonifications.

Enfin, plusieurs ministres, dont M. Monory, ont regretté la décision « trop rapide » prise la semaine dernière par la Bundesbank de relever son taux d'escompte. Les ministres, dans leur très grande majorité, se sont prononcés pour une plus grande concertation entre les Neuf sur les politiques des taux d'intérêt nationaux.